

À la recherche d'un procédé de combat valable pour ceux qui ne possèdent qu'un armement conventionnel

Autor(en): **Pittet, O.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **106 (1961)**

Heft 8

PDF erstellt am: **02.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343063>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Enfin, signe des temps, les deux firmes, française Potez et allemande Heinkel, qui furent parmi les plus fortes productrices d'avions durant les deux dernières guerres franco-allemandes, ont présenté conjointement un petit avion civil à réaction Potez-Heinkel, à quatre personnes, mais pouvant également prétendre à une utilisation militaire.

Il serait malaisé de vouloir tirer une conclusion générale de données assez fragmentaires. L'impression acquise est celle d'un effort constant pour développer et perfectionner de nouvelles techniques. Cet effort est particulièrement sensible dans l'industrie aéronautique française, qui a effectué en tous points le redressement qui s'imposait après la période d'effacement de l'après-guerre. Les réalisations françaises comprennent notamment des appareils volant à Mach 2 ; des réacteurs et turbines de petites et moyennes puissances ; des engins sol-sol et air-sol de courte portée ; des hélicoptères légers et moyens ; un moyen-courrier ; et des équipements dans toutes leurs variétés. Déjà s'ouvre la phase spatiale. Ce redressement se mesure par l'accroissement des exportations : nulles avant 1953, 335 millions de NF en 1956, 1,143 milliard de NF en 1960.

J. PERRET-GENTIL

**A la recherche d'un procédé de combat valable
pour ceux qui ne possèdent
qu'un armement conventionnel.**

Précisons que ce qui suit s'adresse en tout premier lieu à ceux qui, neutres, ne sont liés par aucun pacte à des puissances possédant l'arme atomique. Ils doivent donc, dans leur appréciation de situation, tenir compte de l'hypothèse la plus défavorable : lutter seuls contre un adversaire disposant de l'arme A et l'utilisant.

Jusqu'à présent, on avait coutume de dire que notre terrain était notre meilleur atout. Que n'a-t-on pas entendu en Suisse sur la valeur de ce terrain providentiel ! Si cela reste vrai dans une certaine mesure, on est quand même en droit de se demander si le fait que la Suisse ne possède pas d'armes A ne diminue pas singulièrement cet avantage et si un adversaire, malgré notre terrain relativement fort, et ne convenant pas partout à l'engagement des armes A, ne serait pas attiré par notre armement uniquement conventionnel.

Il faut bien reconnaître que les pays ne disposant pas de l'arme A, face à ceux qui la possèdent, sont à peu près réduits à l'état des Indiens d'Amérique du XVI^e siècle, armés uniquement de flèches et condamnés à l'impuissance par les armes à feu des conquérants espagnols.

Ceci dit, il s'agit de proposer un procédé permettant de *durer* le plus longtemps possible.

* * *

Bien que ceci dépasse le cadre du présent exposé, nous tenons à affirmer dès l'abord notre conviction qu'une résistance n'est possible qu'avec l'appui de toute la nation.

La résistance des forces militaires proprement dites n'est plus aujourd'hui qu'une partie du problème. Si l'on veut que ce combat soit possible, il faut que l'armée soit épaulée, portée et soutenue par tout le peuple. Pour reprendre une expression d'un homme d'état chinois actuel : « L'armée doit être dans le peuple comme un poisson dans l'eau ».

Or, nous avons une grande chance, c'est notre système de milices. Nous pensons, et sommes heureux de pouvoir l'affirmer ici en tant qu'officier de métier, que c'est le seul système valable pour la Suisse. Pour nous, et nous ne craignons pas de le dire tout haut, la langue, la religion ou la couleur politique du chef qui nous commande nous sont indifférentes. Ce que nous lui demandons, c'est d'être intelligent et d'être un chef. C'est tout.

Quant à la préparation technique et morale du peuple à un conflit total, elle ne semble pas suffisante.

En effet, seuls sont actifs ceux qui ont intérêt à ce que toute résistance devienne rapidement impossible. Par une campagne de dénigrement systématique ils font perdre au pays la foi dans ses chefs, la foi dans ses moyens, avec l'intention évidente de lui *faire perdre la foi dans son combat*.

La préparation du peuple a deux aspects.

L'un est constitué par un ensemble de mesures pratiques, de caractère technique, telles par exemple que la construction à l'échelon national de vastes abris, répartis sur *tout* le territoire, l'organisation de la mise en lieu sûr des enfants, l'organisation d'un service médical civil valable pour le temps de guerre, etc.

En ce qui concerne les abris, on pourrait par exemple prendre modèle sur la Suède qui, elle, en a compris l'importance.

L'autre aspect de la préparation du peuple est l'aspect moral. Cette préparation commence à l'école et doit se poursuivre dans les établissements d'enseignement supérieur ou dans les cours pour apprentis. Ceux qui assistent aux examens de recrues ne nous contrediront pas si nous affirmons que la connaissance de nos institutions est minable dans notre jeunesse. La suite logique de cet état de fait est le désintéressement complet pour la chose publique. Tant que ceci durera, il sera difficile d'intéresser le citoyen à son propre sort, parce qu'il ne *sait pas* ce qui l'attend.

En résumé, ce qui va suivre n'a un sens que si le peuple est *d'accord* de consentir certains sacrifices, parce qu'il est devenu *conscient* du péril qui le menace. Sans cet accord, l'armée la plus forte n'est qu'un colosse aux pieds d'argile, *parce qu'elle n'est pas solide à la base*.

* * *

Mais entrons dans le vif du sujet. *Le fait atomique domine maintenant le champ de bataille*. Certains esprits atteints de

sclérose intellectuelle ne veulent y voir qu'un moyen de plus, qu'une sorte d'artillerie moderne. Ils appartiennent à la catégorie néfaste de ceux qui préparaient la dernière guerre révolue. Toute appréciation de situation qui n'est pas faite en fonction du danger atomique ne vaut rien. Dans les armées disposant de l'arme A, c'est le *moyen principal*, celui qui fera le *trou définitif* dans le dispositif adverse. Pour ceux qui n'en n'ont pas, c'est le *danger principal* contre lequel ils doivent se garantir en première urgence.

En fonction de ce qui précède, comme nous ne possédons pas d'armes A, il faut que nous assurions tout d'abord la *survie* à nos troupes.

La guerre sera-t-elle déclenchée par surprise ou après une déclaration en règle ? Personne ne peut répondre à cette question. Ce qui paraît par contre à peu près certain, c'est que les opérations seront précédées d'un premier choc atomique destiné à écraser le dispositif en place, afin de faciliter le développement des actions ultérieures.

Il faudra donc que nos troupes résistent à ce premier choc atomique. La dispersion ne suffit pas. Le matériel coûteux et moderne dont nous allons disposer doit être mis à l'abri, comme d'ailleurs la troupe. Dans la phase d'attente, une forte dispersion alliée à la mise à couvert dans toutes les cavernes que nous pourrions creuser (mais sans luxe) paraît être la seule solution. Ces cavernes auraient en outre l'avantage de pouvoir être utilisées par la population civile en cas de départ de la troupe.

* * *

Ayant résisté au premier choc atomique, il faudra ensuite se battre. Dans cette seconde phase de la bataille, certains procédés de combat paraissent périmés, à savoir :

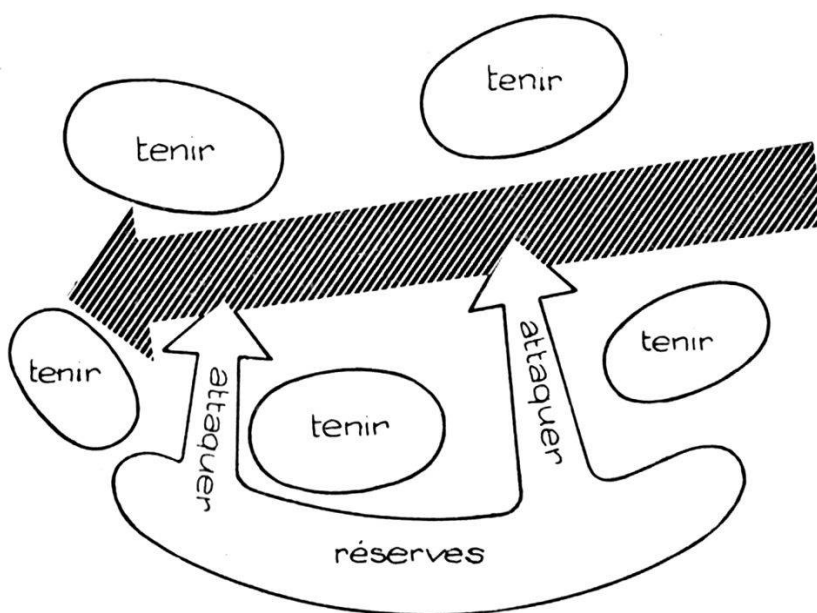
— la concentration dans le temps de moyens de feux et de mouvements dans une base d'attaque en vue d'une action préparée ;

- la concentration dans un secteur de moyens de feu importants à ciel ouvert (art.) en vue de l'écrasement d'une attaque par le feu ;
- la distinction entre « front » et « arrières » ;
- la constitution d'un front défensif qui sera percé là et où l'ennemi le voudra.

Nous pensons que le seul procédé encore valable est celui qui consiste à empêcher l'ennemi d'utiliser ses armes A en recherchant l'imbrication des forces (*Verzahnung der Kräfte*).

Loin de nous la pensée, d'ailleurs déjà exprimée par certains, de parsemer le pays d'une poussière de combattants agissant plus ou moins pour leur propre compte. De telles mesures de détail n'auraient pas d'effet sur l'ensemble.

Pour nous, l'imbrication des forces doit être le fait de l'échelon supérieur. Ceci n'est possible qu'en renonçant volontairement et systématiquement à tout front défensif et implique aussi l'abandon volontaire de territoires importants. Est-ce si malhabile ? Ceux qui, dans un conflit mortel, ont cherché à pratiquer une politique de prestige n'ont jamais rien gagné. Dans un conflit armé, ce qui compte avant tout, *c'est de battre l'ennemi* ou, si l'on n'est pas assez fort pour le faire, *de durer et d'attendre que d'autres l'aient battu*.



On peut imaginer, dans certaines régions fortes du pays, périphérie, Plateau et centre, des mûles de résistance préparés à l'avance, fortifiés, truffés d'abris et de cavernes qui seraient occupés par de grandes unités, alors que de vastes couloirs seraient laissés libres pour la *manœuvre* et pour l'*attaque*.

Les réserves mobiles seraient tenues (largement décentralisées et couvertes) prêtes pour l'attaque et *devraient pouvoir agir dans la foulée, sans préparatifs spéciaux ni délais*. Ces actions ayant été méditées, reconnues et préparées à l'avance et pouvant être déclenchées pour ainsi dire automatiquement.

Après avoir assuré la *survie* de nos troupes lors de la préparation atomique adverse, il faudrait que, par une imbrication systématiquement préparée, l'ennemi soit rapidement obligé de renoncer à l'emploi de son armement atomique.

Cette imbrication entraîne avec elle de graves abandons de territoire, des préparatifs probablement assez coûteux, une adaptation de nos conceptions opératives, mais n'est-ce pas le seul moyen — compte tenu de nos possibilités actuelles — de *durer* jusqu'à ce que la chance tourne ?

Major O. PITTET

La réorganisation du Ministère des Armées ¹

La réorganisation actuelle du Ministère des armées est dans la ligne d'une évolution entamée depuis la fin de la guerre.

Après la libération, les trois Ministères d'armée ont été supprimés sauf durant une courte période, en 1947. Pendant les dix années suivantes, de 1948 à 1958, la formule d'un

¹ Tiré de « *L'armée* » (juin 1961), revue française.